

Les eurodéputés S&Ds exhortent la République Démocratique du Congo à respecter sa constitution dans le processus électoral

10/03/2016

Le Parlement européen, avec la contribution active des socialistes et des démocrates, a adopté aujourd'hui une résolution sur la République Démocratique du Congo, appelant les autorités du pays à respecter pleinement la constitution pour les prochaines élections présidentielles.

Le président du groupe S&D, Gianni Pittella, a déclaré:

«Nous exhortons les autorités congolaises à présenter sans délai un calendrier électoral et un budget pour les élections présidentielles dans le plein respect du délai constitutionnel.

Le gouvernement doit accepter et travailler à un débat politique ouvert, démocratique et inclusif dans la campagne électorale 2016.

"Nous considérons comme crucial le rôle de l'Union africaine pour prévenir une crise politique en Afrique centrale et nous invitons ses dirigeants, notamment l'Afrique du Sud, à s'engager en faveur du respect de la Constitution de la République Démocratique du Congo.

«Nous invitons également les institutions et les États membres de l'UE à utiliser tous leurs outils diplomatiques et économiques, y compris la signature prochaine des accords de partenariat économique, pour atteindre cet objectif."

L'eurodéputée S&D Marie Arena, coordinatrice de la commission des droits de la femme et égalité des genres, a déclaré:

"Le Parlement européen exprime sa profonde préoccupation face à la situation de plus en plus instable en République Démocratique du Congo, dans un contexte pré-électorale incertain.

La RDC reste un pays fragile, avec des institutions faibles et un besoin énorme de reconstruction et de relance de la croissance économique. Cette instabilité risque de précipiter le pays dans le chaos et de plonger sa population, déjà affaiblie par les différentes crises passées et présentes, dans l'extrême pauvreté et l'insécurité.

En tant que coordinatrice de la commission FEMM, je tiens à souligner l'importance du soutien à l'implication effective des femmes dans le processus électoral. Il est nécessaire que le gouvernement du pays respecte et participe activement à la promotion de l'égalité des sexes dans la vie politique.

Notre priorité est d'éviter une nouvelle crise. Les autorités congolaises doivent respecter la Constitution et organiser des élections libres et transparentes. "

L'eurodéputé S&D Antonio Panzeri a ajouté:

"Nous condamnons fermement les restrictions croissantes de l'espace démocratique et la répression des membres de l'opposition, la société civile et des médias.

"L'Union européenne devrait renforcer son aide à la société civile, en particulier aux défenseurs des droits de l'homme en République Démocratique du Congo. Elle devrait aussi assurer leur protection et leur sécurité.

«La liberté fondamentale d'expression, d'association et de réunion est à la base d'une vie politique démocratique et dynamique."